

[Text]

ing, which primarily refers to placing quantitative restrictions on our imports into the United States. Although there is nothing in the FTA to stop Congress from passing any legislation it wishes to pass, in passing that legislation it would be in contravention of the Free Trade Agreement and in contravention of the GATT. Because Congress would have to do that knowingly, we take that as a limitation on its ability to go ahead and do it. The Congress would have to think twice before doing so.

Senator Stewart (Antigonish-Guysborough): Let me ask you a question of a more legal nature. You are saying that the agreement must not limit the legislative capacity of the Congress. I understood that a treaty of the United States was part of the supreme law of the land.

Mr. Munden: Is this a treaty?

Senator Stewart (Antigonish-Guysborough): Is it not a treaty?

Mr. Munden: I am not a lawyer. I understood that it was not a treaty.

The Chairman: Honourable senators, I have been as patient as I can possibly be. I suppose it is my legal training that makes this difficult for me, but it seems to me to be unreasonable to bring businessmen here to testify about their industry and then spend ages on purely legal questions.

Senator Stewart (Antigonish-Guysborough): Mr. Chairman, I protest. Surely, in defence of the legal profession, it has to be said that law is very often the basis of business transactions. To push the law aside is utter nonsense.

The Chairman: I do not want to push the law aside, but could we not bring forward other witnesses who would be more ideally suited to answering your questions?

Senator Stewart (Antigonish-Guysborough): These witnesses have made assertions which, presumably, are based on law, and I assume they have had counsel.

The Chairman: They can answer whether or not these are legal opinions they got from their counsel, I suppose. We can easily hear from legal witnesses, however.

Senator Stewart (Antigonish-Guysborough): I realize that. I am simply trying to ascertain, Mr. Chairman, the value of this testimony to this committee.

The Chairman: I see. Answer the legal questions as best you can, gentlemen.

Mr. Munden: Could you restate the question?

Senator Stewart (Antigonish-Guysborough): I understood that a treaty of the United States, under the Constitution of the United States, is part of the supreme law of the land and is binding. There seems to be some contradiction between that understanding, on the one hand, and your assertion, on the other hand, that the agreement cannot bind the Congress except by inference.

[Traduction]

qui a essentiellement trait à l'imposition de restrictions quantitatives à nos exportations aux États-Unis. Bien qu'il n'y ait rien dans l'ALE pour empêcher le Congrès d'adopter toutes les lois qui lui plaisent, s'il le faisait, il contreviendrait à l'Accord de libre-échange et au GATT. Comme le Congrès ne pourrait le faire que sciemment, nous considérons que l'Accord réduit sa capacité d'agir dans ce sens. Il faudrait qu'il réfléchisse à deux fois avant d'aller de l'avant.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Permettez-moi de vous poser une question de caractère plus juridique. Vous dites que l'Accord ne doit pas limiter la capacité législative du Congrès. J'avais cru comprendre qu'un traité signé par les États-Unis faisait partie de la loi suprême du pays.

M. Munden: S'agit-il d'un traité?

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Ce n'en est pas un?

M. Munden: Je ne suis pas avocat mais je croyais qu'il ne s'agissait pas d'un traité.

Le président: Honorables sénateurs, ma patience a des limites. Peut-être est-ce ma formation juridique qui me rend les choses difficiles, mais je ne trouve pas raisonnable d'inviter des hommes d'affaires à venir témoigner sur leur industrie et, au lieu de cela, de passer des heures à leur poser des questions purement juridiques.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Monsieur le président, je proteste. À la décharge de la profession légale, il faut bien reconnaître que le droit est très souvent le fondement des transactions commerciales. Il serait totalement stupide de la laisser de côté.

Le président: Ce n'est pas du tout ce que je veux faire, mais ne pourrions-nous pas convoquer d'autres témoins qui seraient bien mieux placés pour répondre à vos questions?

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Ces témoins ont affirmé certaines choses qui, je le suppose, sont fondées en droit, et je suppose également qu'ils ont été conseillés par des avocats.

Le président: Je suppose qu'ils peuvent nous dire s'il s'agit là d'avis qui leur ont été donnés par leurs propres avocats. Il n'en reste pas moins qu'il serait facile d'entendre des témoins ayant une formation juridique.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Je le sais. J'essaie tout simplement de déterminer, M. le président, ce que vaut ce témoignage pour notre comité.

Le président: Je vois. Répondez aux questions de caractère juridique de votre mieux, Messieurs.

M. Munden: Pourriez-vous répéter votre question?

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): À ma connaissance, un traité signé par les États-Unis, en vertu de la Constitution des États-Unis, fait partie de la loi suprême du pays et est exécutoire. Il semble qu'il y ait une contradiction entre la façon dont je vois les choses et le fait que vous affirmiez que l'Accord ne peut lier le Congrès sinon par déduction.